



**PRÉFÈTE
DE TARN-ET-GARONNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Occitanie**

Unité inter-départementale Tarn-et-Garonne-Lot
2 quai de Verdun
82000 MONTAUBAN

MONTAUBAN, le 23/09/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/09/2022

Contexte et constats

Publié sur



PPMPP Sarl

7 rue de l'Amiral d'Estaing
75016 PARIS 16

Références : JR/2022-1133
Code AIOT : 0006802447

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/09/2022 dans l'établissement PPMPP Sarl implanté ZAC de Saint-Jean Route de canals 82170 GRISOLLES. L'inspection a été annoncée le 29/07/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PPMPP Sarl
- ZAC de Saint-Jean Route de canals 82170 GRISOLLES
- Code AIOT : 0006802447
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut

La Société PROUREED est titulaire de l'autorisation d'exploiter un entrepôt de stockage de produits phytosanitaires, de produits toxiques et de liquides inflammables sur la ZI Saint-Jean à Grisolles. L'entrepôt, d'une surface de stockage d'environ 5 200 m², est constitué de 12 cellules de stockage. Il a une capacité totale de 4 605 tonnes de produits (6 579 palettes). Le site est actuellement en partie loué à la société Gamm Vert qui exerce une activité de stockage dans 6 des 12 cellules. Les autres cellules demeurent inexploitées. Le site a fait l'objet d'un Plan de Prévention des Risques Technologiques qui a été approuvé par arrêté préfectoral n°2011 042-0003 du 11 février 2011.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- sous-traitance (action nationale 2022)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Délai (à partir de la date de notification)
15	Etanchéité des puisards	AP de Mise en Demeure du 01/06/2021, article 1	/	30 jours
17	Eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 09/05/2014, article 2.3.3	/	30 jours
18	Clôture de l'établissement	Arrêté Préfectoral du 09/05/2014, article 6.3.1.a	/	30 jours

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Organisation, formation (liste des sous-traitants)	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.1	/	Sans objet
2	Opérations d'entretien et de maintenance (procédures sous-traitants)	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3	/	Sans objet
3	Opérations d'entretien et de maintenance (permis de feu)	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3	/	Sans objet
5	Organisation, formation (procédures d'urgence)	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.1	/	Sans objet
6	Gestion des situations d'urgence (exercices avec sous-traitants)	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.5	/	Sans objet
7	Formation des entreprises extérieures (plan de formation)	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	/	Sans objet
8	Formation des entreprises extérieures (contenu des formations)	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
13	Opérations d'entretien et de maintenance (habilitations)	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3	/	Sans objet
14	Opérations d'entretien et de maintenance (spécificités sur les MMR)	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les points contrôlés concernant la gestion des entreprises sous-traitantes n'amènent pas de remarques particulières. Le rejet des eaux pluviales du site a été déplacé et s'effectue sans traitement avant le retour au milieu naturel. Par ailleurs, le contrôle des puisards de rétention des cellules de stockage a démontré leur non-étanchéité, et a conduit à la nécessité de les remplacer. L'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre les plans d'actions permettant la résolution de ces deux situations. L'exploitant doit attester de la réparation de la détérioration constatée sur la clôture du site.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Organisation, formation (liste des sous-traitants)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.1
Thème(s) : Actions nationales 2022, SGS – Organisation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le personnel des entreprises extérieures travaillant sur le site mais susceptible d'être impliqué dans la prévention et le traitement d'un accident majeur est identifié. Les modalités d'interface avec ce personnel sont explicitées.
Constats : L'exploitant a présenté la liste des sous-traitants qui interviennent tout au long de l'année sur site. Cette liste répertorie 9 entreprises en charge de prestations de contrôle ou de maintenance.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Opérations d'entretien et de maintenance (procédures sous-traitants)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3
Thème(s) : Actions nationales 2022, SGS – Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures.
Constats : L'exploitant déclare procéder à un accueil physique obligatoire de chaque personnel entrant sur son site, au cours duquel il dispense oralement les consignes à respecter par les sous-traitants. Un document listant les consignes de sécurité a été présenté à l'inspection, ainsi qu'un protocole de sécurité simplifié, en français et en anglais.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Opérations d'entretien et de maintenance (permis de feu)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3
Thème(s) : Actions nationales 2022, SGS – Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures.
Constats : L'exploitant a présenté un permis d'intervention comportant un permis feu établi le 27/10/2021, valide de 8h00 jusqu'à 16h00, pour la société Indelec Sud-Ouest, concernant l'utilisation d'un chalumeau à gaz pour la remise en conformité d'un paratonnerre. La nécessité de rondes 30 minutes et deux heures après la fin des travaux est spécifiée. Leur réalisation n'est pas documentée sur le permis feu présenté. L'exploitant déclare que ces rondes sont systématiquement réalisées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Organisation, formation (procédures d'urgence)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.1
Thème(s) : Actions nationales 2022, SGS – Maîtrise des procédures d'urgence
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les fonctions des personnels associés à la prévention et au traitement des accidents majeurs, à tous les niveaux de l'organisation, sont décrites, ainsi que les mesures prises pour sensibiliser à la démarche de progrès continu. Les besoins en matière de formation des personnels associés à la prévention des accidents majeurs sont identifiés. L'organisation de la formation ainsi que la définition et l'adéquation du contenu de cette formation sont explicitées.
Constats : L'exploitant explique qu'un accueil physique est obligatoire avant de pouvoir se rendre sur les installations. Au cours de cet accueil, l'exploitant dispense une information orale sur la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident, et précise l'emplacement du point de rassemblement.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Gestion des situations d'urgence (exercices avec sous-traitants)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.5
Thème(s) : Actions nationales 2022, SGS – Maîtrise des procédures d'urgence
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : En cohérence avec les procédures du point 2 (Identification et évaluation des risques d'accidents majeurs) et du point 3 (Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation), des procédures sont mises en œuvre pour la gestion des situations d'urgence. Leur articulation avec les plans d'opération interne prévus à l'article L. 515-41 du code de l'environnement est assurée. Ces procédures font l'objet : <ul style="list-style-type: none">- d'une formation spécifique dispensée à l'ensemble du personnel concerné travaillant dans l'établissement, y compris le personnel d'entreprises extérieures appelé à intervenir momentanément dans l'établissement ;- de tests de mise en œuvre sous forme d'exercice, et, si nécessaire, d'aménagements.
Constats : L'exploitant indique avoir réalisé un exercice POI le 4 mai 2021, et en a présenté le compte-rendu. Aucune entreprise extérieure n'était présente ce jour-là. L'exploitant déclare réfléchir à l'opportunité d'intégrer la présence d'un sous traitant dans le scénario du prochain exercice POI .
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Formation des entreprises extérieures (plan de formation)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2022, Formation / documentation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.
Constats : L'exploitant précise qu'il n'y a pas de formation spécifique autre que la présentation des consignes de sécurité aux entreprises extérieures lors de l'accueil sur site ou dans le cadre du plan de prévention du permis d'intervention.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Formation des entreprises extérieures (contenu des formations)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2022, Formation / documentation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.
Constats : L'exploitant a présenté le document présentant les consignes de sécurité, destiné aux entreprises extérieures, qui n'amène pas de remarques de la part de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Opérations d'entretien et de maintenance (habilitations)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3
Thème(s) : Actions nationales 2022, SGS – Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures.
Constats : La procédure pour la vérification des habilitations n'amène pas de remarque de la part de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 14 : Opérations d'entretien et de maintenance (spécificités sur les MMR)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3
Thème(s) : Actions nationales 2022, SGS – Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures.
Constats : L'exploitant déclare que les sociétés missionnées pour intervenir sur les MMR sont obligatoirement certifiées APSAD.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 15 : Etanchéité des puisards

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 01/06/2021, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets acqueux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La société PPMPP est mise en demeure de : [...] - faire réaliser le contrôle de l'étanchéité des puisards de rétention des cellules de l'installation de stockage ; Le délai pour respecter cette mise en demeure est de deux mois. L'exploitant transmet les justificatifs démontrant la mise en conformité de son installation vis-à-vis des paragraphes 6.3.4, 6.3.5 et 6.6.7 des prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral d'autorisation du 9 mai 2014 modifié. [...]
Constats : L'exploitant a procédé au contrôle de l'étanchéité des 12 puisards. Ce contrôle a conclu que ces puisards n'étaient pas étanches, et qu'il était nécessaire de les remplacer. L'inspection demande à l'exploitant de présenter un plan d'action permettant de respecter les prescriptions de son arrêté préfectoral.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 17 : Eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/05/2014, article 2.3.3
Thème(s) : Risques chroniques, traitement des eaux pluviales
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les eaux pluviales non souillées ne présentant pas une altération de leur qualité d'origine sont évacuées par un réseau spécifique. Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockage et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique, raccordé à un bassin tampon de confinement de 10 m ³ capable de recueillir le premier flot des eaux pluviales. Un dispositif de vanne électrique automatique et manuelle, se ferme automatiquement et instantanément en cas de coupure d'électricité et de dès la 1ère détection incendie. En sortie du bassin tampon, les eaux sont traitées par un ou plusieurs dispositifs séparateurs d'hydrocarbures correctement dimensionnés ou tout autre dispositif d'effet équivalent, Le bon fonctionnement de ces équipements fait l'objet de vérifications au moins annuelles.
Constats : L'inspection constate que le point de rejet des eaux pluviales est obturé et n'est plus utilisé. Les eaux pluviales sont désormais collectées au niveau des quais de chargement. Elles sont pompées et évacuées sans traitement, au moyen de trois tuyaux qui débouchent dans le fossé longeant la route départementale. L'inspection demande à l'exploitant de présenter un plan d'action permettant de respecter les prescriptions de son arrêté préfectoral.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 18 : Clôture de l'établissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/05/2014, article 6.3.1.a
Thème(s) : Risques accidentels, Accès
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'établissement est entouré d'une clôture efficace et résistante d'une hauteur minimale de deux mètres.
Constats : L'inspection constate que le grillage clôturant le site a été localement soulevé du sol et permet un passage, dans sa partie sud, derrière le bâtiment. L'inspection demande à l'exploitant de procéder à la réparation du grillage et de lui en attester.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet